

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 27 janvier 2026

ORDRE DU JOUR

FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLÉES - DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Il sera procédé à la désignation d'un secrétaire de séance.

FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLÉES - ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL

Il sera procédé à l'adoption du procès-verbal de la séance du 09 décembre 2025.

DÉLIBÉRATIONS

PÔLE RESSOURCES

FINANCES

1. Impôts directs locaux – Vote des taux pour l'année 2026

2. Budget principal de la commune – Approbation du budget primitif de l'exercice 2026

AFFAIRES GÉNÉRALES ET JURIDIQUES

3. COMMERCE - Avis sur les ouvertures dominicales 2026

AFFAIRES FONCIÈRES

4. DOMAINE ET PATRIMOINE - Convention pour la mise à disposition gratuite de l'exercice du droit de pêche et de surveillance au profit de la Fédération de Côte-d'Or pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique - Autorisation donnée au maire pour la signer

5. Subvention accordée au C.C.A.S. - Exercice 2026

PÔLE VIE AU QUOTIDIEN

ÉDUCATION, SPORTS ET VIE ASSOCIATIVE

6. Subventions accordées à diverses associations - Exercice 2026

7. Subvention accordée à l'Office des Sports - Exercice 2026

8. Subvention accordée à l'association CSS FOOTBALL - Exercice 2026

9. Subvention accordée à l'association CSS BASKETBALL - Exercice 2026

10. Subvention accordée à l'association LES MOUTARDS - Exercice 2026

11. Subvention accordée à l'association ÉCOLE DES ARTS CHEVIGNOIS - Exercice 2026

PÔLE SERVICES TECHNIQUES

12. ACCESSIBILITÉ - Présentation du rapport global de la commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées

13. ESPACE PUBLIC - Modification de la méthode de calcul de l'énergie consommée par les points d'éclairage public de compétence communale - Autorisation donnée au maire pour signer l'avenant n° 1 à la convention de gestion avec Dijon métropole

14. FORÊT COMMUNALE – Vente des bois façonnés et inscription à l'état d'assiette exercice 2026 – Parcelle n° 30 « Le Bois du Roy »

COMMUNICATIONS dans le cadre de la délégation de pouvoir au Maire (L.2122-22 CGCT)

- a) **MARCHÉS PUBLICS**
- b) **DIA**
- c) **CIMETIÈRE – VENTE / RENOUELEMENT DE CONCESSION**
- d) **Dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges**
- e) **Aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 Euros**
- f) **Frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts**
- g) **Réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget**
- h) **Réalisation d'une ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal de 1 500 000 euros**
- i) **Droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal**
- j) **Conclusion et révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans**

COMMUNICATION DES LOCATIONS DE SALLES COMMUNALES (L.2122-21-1° CGCT)

[Voir tableau récapitulatif détaillé dans la note explicative]

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

NÉANT

PIÈCES ANNEXÉES AU PRÉSENT ORDRE DU JOUR

[Voir liste des pièces annexées dans la note explicative]

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 27 janvier 2026

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLÉES - DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Il sera procédé à la désignation d'un secrétaire de séance.

FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLÉES - ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL

Il sera procédé à l'adoption du procès-verbal de la séance du 09 décembre 2025.

Réforme au 1^{er} juillet 2022 des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les communes :

(Ordonnance et décret du 7 octobre 2021)

L.2121-15 du CGCT

« (...) Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par le ou les secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le maire et le ou les secrétaires.

Il contient la date et l'heure de la séance, les noms du président, des membres du conseil municipal présents ou représentés et du ou des secrétaires de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote, et la teneur des discussions au cours de la séance. *

Dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté, le procès-verbal est publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, et un exemplaire sur papier est mis à la disposition du public.

L'exemplaire original du procès-verbal, qu'il soit établi sur papier ou sur support numérique, est conservé dans des conditions propres à en assurer la pérennité. »

* La teneur des discussions au cours de la séance s'entend comme le résumé des opinions exprimées sur chaque point porté à l'ordre du jour. La mention de l'ensemble des échanges n'est pas juridiquement imposée. L'objectif est d'informer les citoyens sur les principales informations, interventions, idées et opinions évoquées au cours de la séance et dont la retranscription permet, le cas échéant, d'éclairer la décision prise par l'assemblée délibérante (précisions fournies par l'AMF 21).

DÉLIBÉRATIONS

PÔLE RESSOURCES

FINANCES

1. Impôts directs locaux – Vote des taux pour l'année 2026

Compte tenu des décisions budgétaires et conformément à la loi, le conseil municipal détermine pour l'exercice 2026, les taux d'imposition des trois taxes locales : taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe foncière sur les propriétés non bâties, taxe d'habitation sur les résidences secondaires ; la taxe d'habitation étant nationalisée.

Il est proposé au Conseil municipal de fixer les taux suivants :

- Taxe Foncière Propriétés Bâties (TFB) : 43.99 %
- Taxe Foncière Propriétés Non Bâties (TFNB) : 80.90 %
- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux non affectés à l'habitation principale (THRS) : 11.64 %

2. Budget principal de la commune – Approbation du budget primitif de l'exercice 2026

Monsieur le Maire présente et soumet à l'approbation du conseil municipal ses propositions budgétaires pour l'exercice 2026.

Dépenses de fonctionnement	BP 2026	Recettes de fonctionnement	BP 2026
011 - Charges générales	3 055 644,00	013 - Atténuations de charges	135 000,00
012 - Charges de personnel	7 250 000,00	042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	28 100,00
014 - Atténuations de produits	20 000,00	70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 006 400,00
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	681 454,00	73 - Impôts et taxes	1 704 518,00
65 - Autres charges de gestion courantes	1 113 260,00	731 - Fiscalité locale	7 037 700,00
66 - Charges financières	256 000,00	74 - Dotations et participations	2 348 500,00
67 - Charges exceptionnelles	5 000,00	75 - Autres produits de gestion courante	116 100,00
68 - Dotations aux provisions et dépréciations	2 000,00	76 - Produits financiers	40,00
		77 - Produits exceptionnels	5 000,00
		78 - Reprises sur amort., dépréciations et provisions	2 000,00
TOTAL BP	12 383 358,00	TOTAL BP	12 383 358,00

Dépenses d'investissement	BP 2026	Recettes d'investissement	BP 2026
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	28 100,00	024 - Produits des cessions d'immobilisations	60 000,00
041 - Opérations patrimoniales	133 841,64	040- Opérations d'ordre de transfert entre sections	681 454,00
16 - Remboursement du capital	724 000,00	041 - Opérations patrimoniales	133 841,64
20 - Immobilisations incorporelles	43 000,00	10222 - FCTVA	500 000,00
20 - RAR	38 079,00	13 - Subventions	-
21 - Immobilisations corporelles	2 389 063,00	13 - RAR	2 765 017,40
21 - RAR	368 157,11	16 - Emprunts	3 880 917,60
23 - Immobilisations en cours	3 958 000,00		
23 - RAR	338 989,89		
TOTAL BP	8 021 230,64	TOTAL BP	8 021 230,64

3. COMMERCE - Avis sur les ouvertures dominicales 2026

Les commerces de détail employant des salariés doivent respecter la règle du repos dominical.

Cependant, l'article L3132-26 du code du travail donne compétence aux maires pour déroger à cette règle jusqu'à 12 dimanches par année civile.

« Dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par année civile. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable. »

Depuis de nombreuses années, l'ensemble des communes de la métropole souhaite retenir des dates communes par souci de cohérence territoriale, de communication claire auprès du public et de bonne adéquation entre les enjeux économiques et sociaux.

Par délibération du 25 septembre 2025, le Conseil métropolitain a fixé de manière limitative les dimanches autorisés pour l'année 2026, en donnant un avis favorable conforme de dérogation au repos dominical :

- Pour 5 dimanches à la branche de vente de détail les 11 janvier, 29 novembre, 6 décembre, 13 décembre, 20 décembre 2026 ;
- Pour les dimanches des 18 janvier, 15 mars, 14 juin, 13 septembre, 11 octobre 2026 pour la branche automobile.

Tout ajout d'un dimanche supplémentaire ou modification du calendrier nécessite une nouvelle délibération du Conseil métropolitain, après consultation des organisations syndicales (ces consultations avaient été menées en amont de l'adoption de la délibération métropolitaine du 25 septembre 2025 susvisée).

Le Conseil municipal est appelé à donner son avis sur les ouvertures dominicales 2026, préalablement à la prise de décision du maire (arrêté municipal).

(La délibération métropolitaine du 25/09/2025 est annexée au présent ordre du jour)

AFFAIRES FONCIÈRES

4. DOMAINE ET PATRIMOINE - Convention pour la mise à disposition gratuite de l'exercice du droit de pêche et de surveillance au profit de la Fédération de Côte-d'Or pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique - Autorisation donnée au maire pour la signer

Le président de la Fédération de Côte-d'Or pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique (FCOPPMA), ayant son siège social au 4 rue Louis-Néel à Dijon, a sollicité le maire de Chevigny-Saint-Sauveur pour avoir la possibilité d'exercer le droit de pêche et de surveillance sur certaines portions de rives communales bordant la rivière dénommée La Norges.

Ce partenariat avec la FCOPPMA, agréée organisme de protection, va permettre de valoriser sur la commune la connaissance du milieu aquatique et de la pêche au travers d'actions comme la gestion piscicole (lâchés de truites...), des animations à destination des jeunes, un accès à la pêche de loisir aux détenteurs d'une carte fédérale.

Dans ces conditions, et conformément aux dispositions issues du Code de l'environnement, il est proposé au Conseil municipal d'accepter la mise à disposition gratuite de l'exercice du droit de pêche et de surveillance au profit de la FCOPPMA et d'autoriser le maire à signer la convention afférente.

(Le projet de convention et le plan cadastral sont annexés au présent ordre du jour)

5. Subvention accordée au C.C.A.S. - Exercice 2026

Il convient d'attribuer au Centre Communal d'Action Sociale de Chevigny-Saint-Sauveur, une subvention au titre de l'exercice 2026.

Organisme	Montant proposé
C.C.A.S.	281 100,00 €

PÔLE VIE AU QUOTIDIEN**ÉDUCATION, SPORTS ET VIE ASSOCIATIVE****6. Subventions accordées à diverses associations - Exercice 2026****7. Subvention accordée à l'Office des Sports - Exercice 2026****8. Subvention accordée à l'association CSS FOOTBALL - Exercice 2026****9. Subvention accordée à l'association CSS BASKETBALL - Exercice 2026****10. Subvention accordée à l'association LES MOUTARDS - Exercice 2026****11. Subvention accordée à l'association ÉCOLE DES ARTS CHEVIGNOIS - Exercice 2026**

Pour les points 6 à 11 :

Divers organismes et associations ont sollicité de la commune, l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2026.

Il est proposé au Conseil municipal d'attribuer les subventions figurant dans le tableau des propositions ci-joint.

(Le tableau des propositions de subventions 2026 est annexé au présent ordre du jour)

PÔLE SERVICES TECHNIQUES**12. ACCESSIBILITÉ - Présentation du rapport global de la commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées**

Pour notre commune, la commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées (CCAPH) a été créée par délibération du conseil municipal du 27 mai 2014 (mandature municipale 2014-2020) pour les compétences autres que celles de la communauté d'agglomération du Grand Dijon et reconduite par délibération du conseil municipal du 18 juin 2020 (mandature 2020-2026) pour les compétences autres que celles de Dijon métropole.

Par arrêté du 19 novembre 2020, le maire a fixé la liste des membres de la CCAPH incluant des membres issus du conseil municipal et des membres issus de représentants « *d'associations ou organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique, d'associations ou organismes représentant les personnes âgées, de représentants des acteurs économiques ainsi que de représentants d'autres usagers de la ville* ».

Dans le cadre du suivi du dossier d'accessibilité comprenant un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP), validé par délibération du conseil municipal du 22 septembre 2015 et déposé auprès des services de la DDT, des travaux de mises aux normes des bâtiments municipaux ont été engagés sur la période 2018-2022. Par suite, dans la continuité de la mise en œuvre des engagements pris, une série de travaux de mise en conformité ont été réalisés au cours de l'année 2022.

En dehors du suivi technique des travaux réalisés, la CCAPH s'est réunie le 20 février 2023 pour aborder le bilan des travaux d'accessibilité effectués dans les bâtiments, qui atteint un taux de 98,99 % dans les groupes scolaires (hors travaux de rénovation globale du groupe scolaire Buisson Rond qui ont débuté cette année-là), un taux de 100 % pour 6 équipements sportifs sur 7 (l'accessibilité du MAS de football sis Parc de la Saussaie sera étudiée dans le cadre d'un projet de rénovation globale à venir) et un taux de 100 % pour 8 bâtiments municipaux sur 11 (des rénovations lourdes étant à l'étude pour les 3 autres bâtiments, dont la salle du Polygone sise Parc de la Saussaie).

La CCAPH ne s'est pas réunie en 2024.

En 2025, un rapport « état des lieux et actions à mener » a été établi le 23 février 2025 par le BUREAU VERITAS pour le site de la police municipale sis 10 avenue de la République, dans lequel il a été constaté la conformité des travaux réalisés (éclairage des locaux, seuil de tapis, système de communication interphone, cheminement extérieur).

Le Conseil municipal sera appelé à prendre connaissance du rapport global de la CCAPH retraçant l'ensemble des actions entreprises et réalisées sur la période 2015-2025 en matière d'accessibilité.

(La délibération du 18/06/2020 + l'arrêté du 19/11/2020 + le rapport global CCAPH sont annexés au présent ordre du jour)

13. ESPACE PUBLIC - Modification de la méthode de calcul de l'énergie consommée par les points d'éclairage public de compétence communale - Autorisation donnée au maire pour signer l'avenant n° 1 à la convention de gestion avec Dijon métropole

Vu la délibération n° 72-06-2017 adoptée par le conseil municipal du 27 juin 2017 portant sur la convention de gestion d'équipements d'espaces publics entre la Ville de Chevigny-Saint-Sauveur et la Métropole du Grand Dijon pour l'entretien et la maintenance de l'éclairage public communal et la convention de gestion afférente signée le 3 juillet 2017 ;

Par délibération du Bureau métropolitain du 18 septembre 2025, les membres du bureau ont approuvé l'avenant 1 de la convention-type de gestion de l'entretien de certains équipements et espaces publics entre Dijon métropole et les communes intéressées.

Cet avenant vient modifier la convention de gestion du 3 juillet 2017, concernant les modalités patrimoniales et les modalités financières, comptables et budgétaires en raison du changement de mode de calcul de l'énergie consommée par les points d'éclairage public de compétence communale.

La méthode de calcul initiale, basée sur le pourcentage de points communaux sur l'ensemble du patrimoine de la commune, n'est plus justifiée depuis la reconstruction de l'éclairage public sur la commune de Dijon.

Aujourd'hui avec les outils à disposition, il est possible de calculer la consommation au point lumineux avec précision et d'adresser un état de somme à recouvrer à la commune le plus proche de la réalité.

Il avait été convenu entre les Parties que la convention ne porte que sur les dépenses de fonctionnement afférentes aux différents services concernés.

Dijon métropole s'est engagé à assurer la continuité du service public dans le cadre de la gestion confiée, qu'il assurera sous sa responsabilité pendant la durée de la convention.

Par ailleurs, depuis la signature de la convention initiale en 2017, les modalités de gestion de l'éclairage public sur le territoire des différentes communes de la métropole ont été uniformisées. Pour cette raison, la situation transitoire prévue à l'article 6.2 « Hypothèse 2 – Paiement direct du prestataire par la Commune » n'a plus lieu de figurer dans ladite convention.

Le Conseil municipal est appelé à approuver l'avenant n° 1 à la convention de gestion signée le 3 juillet 2017.

(La délibération municipale du 27/06/2017 + la convention de gestion du 03/07/2017 + la délibération du Bureau métropolitain du 18/09/2025 + le projet d'avenant n° 1 sont annexés au présent ordre du jour)

14. FORET COMMUNALE – Vente des bois façonnés et inscription à l'état d'assiette exercice 2026 – Parcelle n° 30 « Le Bois du Roy »

Le Conseil municipal est appelé à solliciter et approuver l'inscription à l'état d'assiette des coupes de l'exercice 2026, pour lesquelles l'ONF procédera à la désignation, comme suit :

UG	Programme	Proposition	Nouvelle proposition	Justification	Type de coupe	Surf. à Dés. (ha)
Numéro de la parcelle	Année à laquelle la coupe est prévue	Année à laquelle la coupe est proposée	Coupe non proposée à l'état d'assiette et reportée	Raison du report et de l'ajout de la coupe	Amélioration, préparation, régénération, irrégulier, sanitaire...	Surface désigner par l'ONF
30	-	2026	AJOUT	ONF-TA	FIR*	5.18

*Futaie irrégulière

Dans le cadre de la délégation de pouvoir au Maire de prendre les décisions prévues à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales (*délibération du 26 mai 2020*) :

a) MARCHÉS PUBLICS :

Article L.2122-22 alinéa 4 du CGCT : le conseil municipal prendra connaissance de la liste des MAPA, intervenus au cours du 4^{ème} trimestre 2025.

MARCHÉS MAIRIE

2025TX01 – Rénovation de la mairie (entrée + accueil) et réfection du système de chauffage/climatisation du bâtiment.

Lot 01 : Démolition – Gros œuvre

Attributaire : Bonandrini
Date de notification : 19/05/2025
Montant : 46 871.97€ HT
Avenant 01 : 1 389.50€ 07/10/2025
Avenant 02 : 9 538.75€ 20/11/2025
Avenant 03 : - 4 494.52€ 04/12/2025

LOT 03 : Charpente bois - Couverture

Attributaire : CEM Charpente escaliers menuiserie
Date de notification : 19/05/2025
Montant : 24 486.25€ HT
Avenant 01 : - 5411.25€ HT 28/08/2025
Avenant 02 : 5 035.00€ HT 27/11/2025

LOT 04 : Menuiseries extérieures

Attributaire : G1 Fermetures
Date de notification : 19/05/2025
Montant : 71 197.00€ HT
Avenant 01 : 3 275.00€ HT 26/08/2025

LOT 05 : Cloisons modulaires

Attributaire : Malec
Date de notification : 19/05/2025
Montant : 38 000.00€ HT
Avenant 01 : 4 370.00€ HT 26/08/2025

LOT 06 : Menuiseries intérieures

Attributaire : Maignan Menuiserie
Date de notification : 19/05/2025
Montant : 39 016.00€ HT
Avenant 01 : - 5 868.00€ HT 05/06/2025
Avenant 02 : 5 236.00€ HT 24/11/2025

LOT 07 : Plâtrerie – plafonds - peinture

Attributaire : MALEC et Société du bâtiment Mauchamp
Date de notification : 19/05/2025
Montant : 112 000.00€ HT
Avenant 01 : 2 886.00€ HT 15/09/2025

Avenant 02 : 3 180.50€ HT 13/10/2025

Avenant 03 : 6 452.50€ HT 04/12/2025

LOT 08 : Revêtements des sols

Attributaire : TACHIN

Date de notification : 19/05/2025

Montant : 41 190.72€ HT

Avenant 01 : 9 138.20€ HT 17/09/2025

LOT 09 : Climatisation – ventilation – plomberie – sanitaire

Attributaire : ANVOLIA 21

Date de notification : 19/05/2025

Montant : 80 758.11€ HT

Avenant 01 : 635.96€ HT 13/11/2025

LOT 10 : Electricité

Attributaire : SANITEL

Date de notification : 19/05/2025

Montant : 178 967.75€ HT

Avenant 01 : 43.51€ HT 25/08/2025

Avenant 02 : 1 920.64€ HT 08/09/2025

Avenant 03 : 313.70€ HT 20/11/2025

2025SE02 MOE VESTIAIRE MAS

Attributaire : ATELIER CHANEAC // BECO SAS // IBI BRUN

Date de notification : 14/10/2025

Montant : 120 150.00€ HT

LETTRES D'ENGAGEMENT (Centrale d'achat) : néant

b) DÉCLARATION D'INTENTION D'ALIÉNER (DIA) :

Article L.2122-22 alinéa 15 du CGCT : le conseil municipal prendra connaissance de la liste des déclarations d'intention d'aliéner, intervenues au cours du 4^{ème} trimestre 2025.

DIA intervenues au cours du 4 ^{ème} trimestre 2025						
Numéro de dossier	Décision de préemption	Adresse de l'opération	Surface du terrain	Etat du terrain	Prix de vente	Propriétaire
DIA 0211712500061	La commune ne préempte pas	1 rue Mal de Lattre de Tassigny	764 m ²	Bâti sur terrain propre	445 000 €	M. et Mme QUILLERY
DIA 0211712500062	La commune ne préempte pas	28 rue Jacques Prévert	635 m ²	Bâti sur terrain propre	435 000 €	M. et Mme PARENT
DIA 0211712500063	La commune ne préempte pas	26 rue Georges Brassens	3 633 m ² (appartement + parking)	Bâti sur terrain propre	140 000 €	M. MATUREL Clément
DIA 0211712500064	La commune ne préempte pas	4 rue du Champ de Vin	1 909 m ²	Bâti sur terrain propre	295 000 €	M. NUNES SYLVA PERES Abilio
DIA 0211712500065	La commune ne préempte pas	44 avenue Saint Exupéry	1 198 m ²	Bâti sur terrain propre	400 000 €	Mme MARFAING Michelle, M. MARFAING Philippe, Mme MARFAING Sandrine

DIA 0211712500066	La commune ne préempte pas	6 rue des Clématites	15 140 m ² (copropriété horizontale)	Bâti sur terrain propre	299 000 €	M. PAYO et Mme CANGI
DIA 0211712500067	La commune ne préempte pas	6 rue des Cyclamens	790 m ²	Bâti sur terrain propre	295 000 €	M. VANOLI Patrick
DIA 0211712500068	La commune ne préempte pas	18 rue Georges Bizet	483 m ²	Bâti sur terrain propre	265 000 €	M. ROBARDET Marcel
DIA 0211712500069	La commune ne préempte pas	26 rue Georges Brassens	3 633 m ² (appartement + place de stationnement)	Bâti sur terrain propre	192 000 €	M. WAVRANT et Mme GUENOT
DIA 0211712500070	La commune ne préempte pas	8 rue Charles Le Téméraire	1 425 m ²	Bâti sur terrain propre	580 000 €	Mme MAITRE Chantal
DIA 0211712500071	La commune ne préempte pas	50 avenue de Tavaux	1 650 m ²	Bâti sur terrain propre	525 000 €	SCI MEHDI (M. MEHDI EL HACHMI)
DIA 0211712500072	La commune ne préempte pas	10 rue Serge Gainsbourg	289 m ²	Bâti sur terrain propre	275 000 €	Mme BALAN Steluta et M. CANU Jérémy
DIA 0211712500073	La commune ne préempte pas	Rue du Grand Pré de Pont	1 311 m ²	Bâti sur terrain propre	160 000 €	M. FERREIRA Mickaël
DIA 0211712500074	La commune ne préempte pas	20 rue Georges Brassens	5 005 m ² (appartement + garage)	Bâti sur terrain propre	183 000 €	M. et Mme ORLANDO
DIA 0211712500076	La commune ne préempte pas	16 rue de Bretagne	11 069 m ² (appartement + place stationnement + cave)	Bâti sur terrain propre	110 000 €	Mme CLAVES Adeline
DIA 0211712500077	La commune ne préempte pas	18 rue Nicéphore Niepce	586 m ²	Bâti sur terrain propre	262 250 €	APRR
DIA 0211712500078	La commune ne préempte pas	3 rue du Point du Jour	14 018 m ²	Bâti sur terrain propre	770 00 €	LE CANAL (M. GUITON Curille)
DIA 0211712500079	La commune ne préempte pas	26 rue Georges Brassens	3 633 m ²	Bâti sur terrain propre	112 000 €	M. DESRUELLE Vincent et Mme CLEMENT Céline
DIA 0211712500080	La commune ne préempte pas	4 rue Anna de Noailles	596 m ²	Bâti sur terrain propre	210 000 €	M. IVORRA Jérôme
DIA 0211712500081	La commune ne préempte pas	3 rue Lazare Carnot	3 656 m ² (garage)	Bâti sur terrain propre	15 000 €	Mme AVRONS Sandrine
DIA 0211712500082	La commune ne préempte pas	6 avenue Maréchal Leclerc	2 835 m ² (garage)	Bâti sur terrain propre	15 000 €	Mme DURUPT Marie
DIA 0211712500083	La commune ne préempte pas	27 rue Pierre Bachelet	615 m ²	Bâti sur terrain propre	325 000 €	Mme GUYON Ginette et Mme GUYON Florence
DIA 0211712500084	La commune ne préempte pas	13 rue Jean Jaurès	9 947 m ² (copropriété horizontale)	Bâti sur terrain propre	265 000 €	M. GARNIER Frédéric

DIA 0211712500085 ANNULÉE	La commune ne préempte pas	1 rue Paul Verlaine	541 m ²	Bâti sur terrain propre	340 000 €	Mme GUINET Pauline
DIA 0211712500086	La commune ne préempte pas	13 avenue de l'Egalité	9 947 m ² (copropriété horizontale)	Bâti sur terrain propre	285 000 €	Mme RIBEIRO Marie-Christine
DIA 0211712500088	La commune ne préempte pas	19 rue Marguerite de Bavière	586 m ²	Bâti sur terrain propre	510 000 €	M. DI CARLO Yannick
DIA 0211712500089	La commune ne préempte pas	24 rue des Géraniums	275 m ²	Bâti sur terrain propre	200 000 €	M. et Mme BONHOMME
DIA 0211712500090	La commune ne préempte pas	2 rue Gaston Roupnel	600 m ²	Bâti sur terrain propre	280 000 €	Mme DE VINOGRADOFF Béatrice, M. GAUDRY David, Mme GAUDRY Delphine, M. GAUDRY Damien
DIA 0211712500091	La commune ne préempte pas	19 rue Marie de Bourgogne	2 683 m ² (appartement + garage)	Bâti sur terrain propre	135 900 €	GRAND DIJON HABITAT
DIA 0211712500092	La commune ne préempte pas	25 rue Anna de Noailles	610 m ²	Bâti sur terrain propre	440 000 €	M. et Mme BROSSARD
DIA 0211712500093	La commune ne préempte pas	1 rue Catherine Sauvage	5 005 m ² (appartement + garage + parking)	Bâti sur terrain propre	215 000 €	M. GENE BRIER et Mme VIARD
DIA 0211712500094	La commune ne préempte pas	1 rue Paul Verlaine	541 m ²	Bâti sur terrain propre	328 645 €	Mme GUINET Pauline
DIA 0211712500095	La commune ne préempte pas	1 rue Catherine Sauvage	5 050 m ² (appartement + garage)	Bâti sur terrain propre	238 500 €	KGDE SCI

(Plans consultables en mairie, service urbanisme)

c) CIMETIÈRE – VENTE / RENOUELEMENT DE CONCESSION :

Article L.2122-22 alinéa 8 du CGCT : le conseil municipal prendra connaissance de la liste des concessions vendues / renouvelées, intervenue au cours des 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2025.

Ventes de concessions cinéraires en columbarium :

- Concession CHEVALLIER/VAUGIN, K 7 – 15 ans, paiement de 465 euros,
- Concession DENIS, L 12 – 15 ans, paiement de 465 euros.

Concessions renouvelées :

- Concession cinéraire PERROT, I 6, 30 ans, paiement de 450 euros,
- Concession POUTHZE/AUBERT, B 41, 15 ans, paiement de 350 euros,
- Concession cinéraire ODIN, I 3, 30 ans, paiement de 450 euros,
- Concession BIKIM, A 79, 15 ans, paiement de 350 euros,
- Concession BENOIT, D 120, 30 ans, paiement de 261 euros,
- Concession DEMARTHELET, A 77, 15 ans, paiement de 350 euros,
- Concession HERESZTYN, C 45, 30 ans, paiement de 650 euros,
- Concession HERESZTYN, A 114, 15 ans, paiement de 350 euros,
- Concession GUERIN, B 22, 15 ans, paiement de 350 euros.

d) Dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges

Article L2122-22 alinéa 9 du CGCT : le conseil municipal prendra connaissance des dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges, intervenus au cours du 4^{ème} trimestre 2025.

Titre	Nom tiers	Désignation	Montant	Date d'émission
569	EUROFIELD	DON POUR DISTINCTION LABEL SPORT	324,54	02/10/2025
734	PANNEAUX	DON DEDOMMAGEMENT PROBLEME FEU D'ARTIFICE	2000,00	03/12/2025

e) Aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 Euros

Article L.2122-22 alinéa 10 du CGCT : le conseil municipal prendra connaissance de la décision d'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 Euros, intervenue au cours du 4^{ème} trimestre 2025.

Titre	Nom tiers	Objet	Montant	Date d'émission
679	PUR TENDANCE	2 BACS A SHAMPOING (Local 16 av. de la République)	140,00	24/11/2025

f) Frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts

Article L.2122-22 alinéa 11 du CGCT : le conseil municipal prendra connaissance du règlement de frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts, intervenus au cours du 4^{ème} trimestre 2025.

Mandat	Nom tiers	Objet	Montant	Date d'émission
2489	CABINET GIEN PINOT	REDACTION PV PARCELLES AH 56 ET 72 Rétablissement limites cadastrales avant vente (obligation à charge du vendeur)	1536,00	25/08/2025
3503	SCP BARBEROUSSE	AVOCAT AUDIENCE CAA PISCINE	2760,00	18/11/2025
3249	SCP SOBOLE-SYLVESTRE	FRAIS VENTE PARCELLES AH 56 ET 72	13,08	07/11/2025

g) Réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget

Article L2122-22 alinéa 3 du CGCT : le conseil municipal prendra connaissance de la réalisation d'un emprunt destiné au financement des investissements prévus par le budget, intervenue au cours du 4^{ème} trimestre 2025.

-Décision du Maire n° Finances/2025-10-10 du 13 octobre 2025 - Procéder à la réalisation d'un emprunt destiné au financement des investissements inscrits au budget primitif 2025 de la commune :

Organisme prêteur	Caisse d'Épargne Bourgogne Franche--Comté
Objet	Financement des investissements 2025
Montant	1.600.000 €
Durée	20 ans
Taux	Taux du Livret A + marge soit 2.45 % + 0.75 %
Disponibilité des fonds	Déblocage possible en 3 fois sur 12 mois à dater de l'émission du contrat
Frais de dossier	0,10 % du montant sollicité
Remboursement	Echéances trimestrielles
Intérêts	La somme des intérêts s'élève à 434.932,51 euros
Remboursement anticipé	Partiel ou total à chaque échéance moyennant une indemnité de 5% du capital remboursé

h) Réalisation d'une ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal de 1 500 000 euros

Article L2122-22 alinéa 20 du CGCT : le conseil municipal prendra connaissance de la réalisation d'une ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal de 1 500 000 euros, intervenue au cours du 4^{ème} trimestre 2025.

-Décision du Maire n° Finances/2025-12-12 du 11 décembre 2025 - Réalisation d'une ligne de trésorerie d'un montant de 1 500 000 euros auprès de La Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté (BPBFC).

Principales caractéristiques de la ligne de trésorerie :

CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE LA LIGNE DE TRÉSORERIE UTILISABLE PAR TIRAGES	
Prêteur	La Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté (BPBFC)
Objet	Financement des besoins de trésorerie.
Nature	Ligne de Trésorerie Utilisable par tirages
Montant maximum	1.500.000,00 EUR
Durée du contrat	12 mois
Index = Indice de référence	Euribor 3 mois 2,069% (à titre indicatif au 05/12/2025)
	Dans l'hypothèse où l'indice de référence pour toute période d'Intérêts serait inférieur à zéro, l'indice de référence retenu pour les besoins de la présente convention pour cette période d'Intérêts sera réputé égal à zéro.
Marge	0,750 %
Taux effectif global	2,819 % (marge comprise)
Caractéristiques des tirages et modalités d'utilisation	Lors de chaque tirage, l'emprunteur précisera les caractéristiques propres au tirage : - montant (minimum 15 000 €) - date souhaitée de mise à disposition des fonds. La mobilisation de la trésorerie est effectuée par tirages successifs au gré des besoins de l'emprunteur dans la limite du montant restant disponible sur l'engagement global de la ligne, déduction faite du montant des tirages déjà effectués. Chaque remboursement permet la reconstitution d'un droit de tirage d'un montant identique.
Appel de fonds	Pour un versement à J, la demande de fonds devra parvenir à BPBFC à J avant 10 heures. Les versements seront effectués par virement au profit du Comptable Public.
Remboursement de fonds	Les remboursements de fonds se feront par virement au profit de la BPBFC.
Dates de valeur - sur appels de fonds - sur remboursements de fonds	Le décompte des intérêts prend effet le jour où le virement est exécuté. Le décompte des intérêts prend fin le jour de l'encaissement effectif des fonds par la BPBFC.
Modalités de décompte des intérêts	Les intérêts sont calculés chaque fin de trimestre civil sur la base de l'index choisi, augmenté de la marge selon le nombre exact de jours rapporté à une année de 360 jours. Les intérêts sont capitalisés chaque trimestre et viennent s'ajouter au solde existant.
Soit : Pour une utilisation en totalité sur 12 mois	10.571,25 € / trimestre
Commission d'engagement	0,200 % du nominal de la ligne avec un minimum de perception de 150 euros, payable en une seule fois à la mise en place.

i) Droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal

Article L2122-22 alinéa 2 du CGCT : le conseil municipal prendra connaissance des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, intervenus au cours du 4^{ème} trimestre 2025.

-Décision du Maire n° Finances/2025-10-09 du 13 octobre 2025 – Fixation de la taxe d'affouage à 8 € (huit euros) le stère de bois pour la forêt communale.

-Décision du Maire n° Finances/2025-10-11 du 23 octobre 2025 – Fixation d'un tarif R.O.D.P. forfaitaire pour le Cirque AMAR, représenté par la société LPF EVENTS (numéro de Siret 481 835 551 00013) représentée par Madame Mélanie AUCLERT, pour l'occupation privative du domaine public communal (Esplanade de la Saussaie) du 10 au 15 décembre 2025, d'un montant de 300,00 €.

j) **Conclusion et révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans**

Article L2122-22 alinéa 5 du CGCT : le conseil municipal prendra connaissance de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, intervenue au cours du 4^{ème} trimestres 2025.

Locations de courte durée :

Local commercial sis 16 avenue de la République :

◦ **Bail commercial dérogatoire signé avec Madame Pascale HUMBLLOT (artisan créateur - vice-présidente de l'association CRÉARTPLUME)** du 06/10/2025 au 12/10/2025 (7 jours), pour un loyer de 240 € (200 € location/semaine + 40 € participation fluides/semaine), dans le cadre de la boutique éphémère ARTISANS CRÉATEURS DIVERS (fabrication de bougies, pâtisseries, etc).

◦ **Convention de mise à disposition à titre gratuit à l'association SECOURS POPULAIRE représentée par sa secrétaire générale Madame Mauricette PERRETTE** du 13/10/2025 au 06/11/2025, dans le cadre d'une boutique éphémère pour l'organisation d'une braderie solidaire ouverte à tous au bénéfice du Comité du Secours Populaire de Chevigny-Saint-Sauveur.

◦ **Bail commercial dérogatoire signé avec Madame Pascale HUMBLLOT (artisan créateur - vice-présidente de l'association CRÉARTPLUME)** du 10/11/2025 au 23/11/2025 (14 jours), pour un loyer de 480 € (200 € location/semaine + 40 € participation fluides/semaine), dans le cadre de la boutique éphémère ARTISANS CRÉATEURS DIVERS (fabrication de bougies, pâtisseries, etc).

◦ **Bail commercial dérogatoire signé avec Madame Françoise BERTHET (vendeuse à domicile indépendante)** du 24/11/2025 au 30/11/2025 (7 jours), pour un loyer de 240 € (200 € location/semaine + 40 € participation fluides/semaine), dans le cadre de la boutique éphémère VENDEURS MODE & BEAUTÉ (prêt-à-porter, bijoux, etc).

◦ **Bail commercial dérogatoire signé avec Madame Pascale HUMBLLOT (artisan créateur - vice-présidente de l'association CRÉARTPLUME)** du 01/12/2025 au 07/12/2025 (7 jours), pour un loyer de 240 € (200 € location/semaine + 40 € participation fluides/semaine), dans le cadre de la boutique éphémère ARTISANS CRÉATEURS DIVERS (fabrication de bougies, pâtisseries, etc).

◦ **Bail commercial dérogatoire signé avec Madame Evelyne HAGOULON-PETOT (artisan créateur)** du 15/12/2025 au 21/12/2025 (7 jours), pour un loyer de 240 € (200 € location/semaine + 40 € participation fluides/semaine), dans le cadre de la boutique éphémère ARTISANS CRÉATEURS DIVERS (peinture sur soie, bijoux leethérapie, objets en bois, etc).

COMMUNICATION DES LOCATIONS DE SALLES COMMUNALES (L.2122-21-1° CGCT)

L'article L.2122-21 alinéa 1 du CGCT dispose que le maire est chargé, « sous le contrôle du conseil municipal et sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le département, de conserver et d'administrer les propriétés de la commune et de faire, en conséquence, tous actes conservatoires de ses droits. »

L'article L.2144-3 du CGCT dispose que « Des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou partis politiques qui en font la demande. Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public. »

<u>4ème trimestre 2025</u>				
SALLE OGIVE				
UTILISATEURS	OBJET	Locations payantes	Locations gratuites	COUT
OCR (convention ligue karaté (Mairie))				
TOTAL				0,00 €
SALLE OGIVE-SPECTACLE				
UTILISATEURS	OBJET	Locations payantes	Forfait ménage (650€)	COUT
Location par particuliers				
TOTAL				0,00 €
SALLE DU POLYGONE				
UTILISATEURS	OBJET	Locations payantes	Locations gratuites	COUT
Locations par particuliers				
Locations par associations	Thé dansant, dons du sang, AG, loto, soirée festive	1	2	161,00 €
Locations par entreprises				
TOTAL				161,00 €
SALLE JEAN FROUSSART				
UTILISATEURS	OBJET	Locations payantes	Locations gratuites	COUT
Locations par particuliers	repas anniversaire, obsèques	4		525,00 €
Locations par les associations	AG, réunion		24	
Syndics de copropriété	AG			
TOTAL				525,00 €
SALLE Pierre PÈRE				
UTILISATEURS	OBJET	Locations payantes	Locations gratuites	COUT
Associations	AG / CA		2	
Particulier				
Syndics de copropriété	AG	5		400,00 €
TOTAL				400,00 €

SALLE Michel RASERA				
UTILISATEURS	OBJET	Locations payantes	Locations gratuites	COUT
Associations	AG-réunion		9	
Particulier				
Syndics de copropriété	AG	6		480,00 €
TOTAL				480,00 €
RESTAURANT SCOLAIRE EZ ALLOUERES				
UTILISATEURS	OBJET	Locations payantes	Locations gratuites	COUT
Locations par particuliers	Fête familiale	1		340,00 €
Associations	AG repas		2	
TOTAL				340,00 €
MAISON DE L'ENFANCE				
UTILISATEURS	OBJET	Locations payantes	Locations gratuites	COUT
Locations par particuliers	Fête familiale	4		700,00 €
Associations	AG		1	
TOTAL				700,00 €
RESTAURANT SCOLAIRE DU BREUIL				
UTILISATEURS	OBJET	Locations payantes	Locations gratuites	COUT
Locations par particuliers				
Associations				
TOTAL				0,00 €
RESTAURANT SCOLAIRE Henri MARC				
UTILISATEURS	OBJET	Locations payantes	Locations gratuites	COUT
Locations par particuliers	Fête familiale			
Associations				
TOTAL				0,00 €
LE REPUBLIQUE				
UTILISATEURS	OBJET	Locations payantes	Locations gratuites	COUT
Locations par particuliers	Fête familiale	3		590,00 €
Locations Associations	AG - réunion	1	1	70,00 €
Dortoirs			1	
TOTAL				660,00 €
TOTAL GENERAL				3 266,00 €

RECAPITULATIF LOCATION DES SALLES							
Du 1er octobre au 31 décembre 2025							
UTILISATEUR	DATE	LIEU	TEMPS	TARIF			
				Heure	1/2 journée	Journée	Ménage
EPGV BOURGOGNE	08-déc	SALLE B Espace liberté	4h30	4,00 €			
SB DANCE	12 décembre	Salle de danse J.M. Boivin	3h (20h00-23h00)	4,00 €			
Odysseo	du 13 au 14 décembre	OGIVE	Du 13 au 14 décembre 2025			2 000,00 €	150,00 €
Total							4 162,00 €

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

NÉANT

PIÈCES ANNEXÉES AU PRÉSENT ORDRE DU JOUR

- Procès-verbal de la séance du 09 décembre 2025
- Budget primitif exercice 2026 + présentation brève et synthétique
- Délibération métropolitaine du 25 septembre 2025 ouvertures dominicales 2026
- Projet de convention FCOPMA + plan cadastral
- Tableau des propositions de subventions 2026
- Délibération du 18 juin 2020 + arrêté du 19 novembre 2020 + rapport global CCAPH
- Délibération municipale du 27 juin 2017 + convention de gestion du 03 juillet 2017 + délibération du Bureau métropolitain du 18 septembre 2025 + projet d'avenant n° 1
- Projets de délibération